

Demande d'un numéro d'identification d'impôt et attestation

**Remettre au
demandeur.
Ne pas envoyer à
l'IRS.**

► Visitez le www.irs.gov/FormW9 pour les instructions et l'information la plus récente.

Écrire en caractères d'imprimerie
Voir les *Instructions particulières* (page 2)

1 Nom (selon votre déclaration de revenus) – Cette ligne est obligatoire; ne pas laisser vide.
2 Nom commercial/nom de l'entreprise assimilable à son propriétaire (si différent du nom ci-dessus)
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 65%;"> <p>3 Cocher la case correspondant à la catégorie appropriée aux fins de l'impôt fédéral. Cocher une seule des sept cases.</p> <p><input type="checkbox"/> Particulier/entreprise à propriétaire unique/société unipersonnelle à responsabilité limitée</p> <p><input type="checkbox"/> Société par actions C <input type="checkbox"/> Société par actions S <input type="checkbox"/> Société en nom collectif <input type="checkbox"/> Fiducie/succession</p> <p><input type="checkbox"/> Société par actions à responsabilité limitée (SARL) – Préciser la catégorie aux fins de l'impôt (C = société par actions C; S = société par actions S; P = société en nom collectif) ► _</p> <p>Nota : Dans le cas d'une société unipersonnelle à responsabilité limitée assimilable à son propriétaire, ne pas cocher « Société par actions à responsabilité limitée (SARL) », sauf si ce propriétaire est une autre SARL qui n'est pas assimilable à son propriétaire aux fins de l'impôt fédéral américain (cocher plutôt la première case).</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (voir les instructions) ► _____</p> </div> <div style="width: 30%;"> <p>4 Exemptions (les codes s'appliquent seulement à certaines entités, pas aux particuliers; voir les instructions à la page 3)</p> <p>Code de bénéficiaire exempté (le cas échéant) : _____</p> <p>Code d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA (le cas échéant) : _____</p> <p><small>(S'applique aux comptes détenus hors des États-Unis.)</small></p> </div> </div>
5 Adresse (numéro, rue, n° d'app. ou de bureau) (voir les instructions)
6 Ville, État, code postal
7 Numéro(s) de compte (facultatif)
Nom et adresse du demandeur (facultatif)

Partie I Numéro d'identification d'impôt (TIN)

Veillez inscrire votre TIN dans la case appropriée. Pour que la retenue de base ne s'applique pas, le numéro fourni doit se rapporter au nom qui figure à la ligne 1. Si vous êtes un particulier, il s'agit normalement de votre numéro de sécurité sociale (SSN). Dans le cas d'un étranger résident, d'une entreprise à propriétaire unique ou d'une entreprise assimilable à son propriétaire, lisez les instructions relatives à la Partie I. Dans le cas d'une autre entité, inscrivez le numéro d'identification d'employeur (EIN). Si vous n'avez pas de numéro, consultez la section *Comment obtenir un TIN*.

Nota : Si le co npte a plus d'un titulaire, lisez les instructions relatives à la ligne 1 et la section *Nom et numéro à fournir au demandeur* pour savoir quel numéro inscrire.

Numéro de sécurité sociale
_ _ _ - _ - - _ _ _
OU
Numéro d'identification d'employeur
_ _ - _ _ - _ _ - _ _

Partie II Attestation

Sous peine de parjure, j'atteste ce qui suit :

1. Le numéro inscrit sur le présent formulaire est bien mon numéro d'identification d'impôt (ou je suis actuellement en attente d'un numéro).
2. Je ne suis pas assujéti à la retenue de base, car : a) je bénéficie d'une exemption à cet égard; b) je n'ai reçu aucun avis de l'IRS indiquant que je suis assujéti à cette retenue en raison d'un défaut de déclarer la totalité des intérêts et dividendes; ou c) l'IRS m'a informé que je ne suis plus assujéti à cette retenue.
3. Je suis un citoyen américain ou une personne des États-Unis (selon la définition ci-après).
4. Le ou les codes d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA fournis dans le présent formulaire (le cas échéant) sont exacts.

Instructions. Biffez l'énoncé 2 si l'IRS vous a avisé que vous êtes actuellement assujéti à la retenue de base pour avoir omis de déclarer la totalité des intérêts et dividendes dans votre déclaration de revenus. L'énoncé 2 ne s'applique pas aux transactions immobilières. En ce qui concerne les intérêts hypothécaires payés, l'acquisition ou l'aliénation de biens garantis, l'annulation de dettes, les cotisations à un régime de retraite individuel (IRA) et, de façon générale, les paiements autres que d'intérêts et de dividendes, vous n'êtes pas tenu de signer l'attestation, mais devez quand même fournir votre TIN (voir les instructions relatives à la Partie II).

**Signer
ici**

Signature de
la personne
des États-Unis ►

Date ►

Instructions générales

Sauf indication contraire, les références à des articles renvoient à l'*Internal Revenue Code*.

Modifications futures. Pour obtenir l'information la plus récente au sujet des modifications ayant trait au formulaire W-9 et à ses instructions, notamment les mesures législatives adoptées après leur publication, visitez le www.irs.gov/FormW9.

Objet du formulaire

Toute personne physique ou morale (le demandeur) tenue de produire une déclaration de renseignements auprès de l'IRS doit obtenir votre numéro d'identification d'impôt (TIN) – qui peut être votre numéro de sécurité sociale (SSN), d'identification de contribuable américain (ITIN), d'identification d'impôt lié à une adoption (ATIN) ou d'employeur (EIN) – pour déclarer les revenus qui vous ont été versés ou tout autre montant devant se trouver sur une déclaration de renseignements, par exemple sur les formulaires suivants :

- 1099-INT (intérêts gagnés ou payés)
- 1099-DIV (dividendes, y compris ceux provenant d'actions ou de fonds communs de placement)
- 1099-MISC (revenus divers, prix, récompenses ou produits bruts)

- 1099-B (vente d'actions ou de fonds communs de placement et certaines autres opérations de courtage)
- 1099-S (produits de transactions immobilières)
- 1099-K (opérations par carte ou réseau de paiement tiers)
- 1098 (intérêts hypothécaires résidentiels), 1098-E (intérêts de prêt étudiant) ou 1098-T (frais de scolarité)
- 1099-C (annulation de dette)
- 1099-A (acquisition ou aliénation de biens garantis)

Utilisez le formulaire W-9 uniquement si vous êtes une personne des États-Unis (ou un étranger résidant aux États-Unis) pour fournir votre TIN au demandeur.

Si vous ne communiquez pas votre TIN au demandeur à l'aide du formulaire W-9, vous pourriez être assujéti à la retenue de base. Voir la section Qu'est-ce qu'une retenue de base?.

En signant le présent formulaire dûment rempli, vous atteste ce qui suit :

1. Le TIN fourni est exact (ou vous êtes en attente de ce numéro).
2. Vous êtes exonéré des retenues de base.
3. Vous demandez une exonération des retenues de base à titre de bénéficiaire américain exempté. Le cas échéant, vous atteste aussi que votre part des revenus de

toute société en nom collectif provenant d'entreprises exploitées aux États-Unis n'est pas assujettie à une retenue d'impôt sur le revenu imposable d'associés étrangers.

4. Le ou les codes d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA fournis dans le présent formulaire (le cas échéant) sont exacts. Voir la section *Qu'est-ce qu'une exigence de déclaration de la FATCA?*

Nota : Si vous êtes une personne des États-Unis et qu'un demandeur vous remet un document autre que le formulaire W-9 pour demander votre TIN, vous devez utiliser le document fourni par le demandeur, à condition qu'il soit sensiblement comparable au formulaire W-9.

Définition de « personne des États-Unis ». Aux fins de l'impôt fédéral, vous êtes une personne des États-Unis si vous êtes :

- un particulier citoyen américain ou un étranger résidant aux États-Unis;
- une société en nom collectif, une société par actions, une entreprise ou une association créée ou régie aux États-Unis ou en vertu des lois des États-Unis;
- une succession (autre qu'une succession étrangère);
- une fiducie américaine (au sens de l'article 301.7701-7).

Règles spécifiques aux sociétés en nom collectif. Les sociétés en nom collectif qui exploitent une entreprise ou font du commerce aux États-Unis sont généralement assujetties à une retenue d'impôt sur le revenu imposable d'associés étrangers provenant de ces activités, conformément à l'article 1446. En l'absence d'un formulaire W-9, la société en nom collectif doit présumer qu'un associé est une personne étrangère et payer l'impôt exigé. Ainsi, si vous êtes une personne des États-Unis associée d'une société en nom collectif aux États-Unis, vous devez fournir à cette société un formulaire W-9 afin d'établir votre statut fiscal américain et d'éviter que l'impôt prévu à l'article 1446 soit prélevé sur votre part des revenus.

Dans les cas ci-dessous, la personne indiquée doit fournir un formulaire W-9 à la société en nom collectif afin d'établir son statut fiscal américain et d'éviter toute retenue sur sa part du revenu net provenant des activités commerciales de la société aux États-Unis.

- Entreprise assimilable à son propriétaire avec un propriétaire américain : Le propriétaire, et non l'entité même.
- Fiducie de constituant avec un constituant ou un autre propriétaire américain : En général, le constituant ou l'autre propriétaire, et non la fiducie même.
- Fiducie américaine (autre qu'une fiducie de constituant) : La fiducie américaine (autre qu'une fiducie de constituant), et non les bénéficiaires de la fiducie.

Personne étrangère. Si vous êtes une personne étrangère ou une succursale américaine d'une banque étrangère ayant opté pour le statut de personne des États-Unis, n'utilisez pas le formulaire W-9. Utilisez plutôt le formulaire W-8 ou 8233 approprié (voir la publication n° 515 de l'IRS, intitulée *Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities*).

Étranger non résident qui devient étranger résident. En général, seul un étranger non résident peut se prévaloir des clauses d'une convention fiscale pour réduire ou éliminer l'impôt à payer aux États-Unis sur certains types de revenus. Cependant, la plupart des conventions fiscales renferment une disposition appelée « clause de sauvegarde », qui prévoit des exemptions pouvant permettre la prolongation d'une exemption fiscale pour certains types de revenus, même après que le bénéficiaire soit devenu un étranger résident au regard du fisc.

Si vous êtes un étranger résident américain qui se fonde sur une exemption prévue par une clause de sauvegarde pour réclamer une exonération d'impôt aux États-Unis, vous devez joindre au formulaire W-9 une déclaration précisant les cinq éléments suivants :

1. Le pays émetteur de la convention. Il s'agit normalement de la convention selon laquelle vous avez demandé une exemption fiscale à titre d'étranger non résident.
2. L'article de la convention qui traite du revenu.
3. Le numéro de l'article (ou la référence) dans la convention fiscale contenant la clause de sauvegarde et sa liste d'exemptions.
4. Le type et le montant des revenus admissibles à l'exemption fiscale.
5. Les motifs valables qui justifient l'application d'une exemption fiscale en vertu de la convention.

Exemple : L'article 20 de la convention fiscale Chine-États-Unis prévoit une exemption fiscale pour le revenu tiré d'une bourse d'études obtenue par un étudiant chinois établi temporairement aux États-Unis. En vertu du droit fiscal américain, cet étudiant deviendra un étranger résident si son séjour aux États-Unis se prolonge au-delà de cinq années civiles. Cependant, l'alinéa 2 du premier protocole de la convention (daté du 30 avril 1984) prévoit le maintien des dispositions de l'article 20 après que l'étudiant chinois soit devenu un étranger résident. Tout étudiant admissible à cette exemption (en vertu de l'alinéa 2) qui l'invoque pour réclamer une exonération fiscale relativement à sa bourse d'études ou de recherche doit joindre au formulaire W-9 une déclaration contenant les renseignements précités pour appuyer sa réclamation.

Si vous êtes un étranger non résident ou une entité étrangère, vous devez remettre au demandeur un formulaire W-8 ou 8233 dûment rempli.

Retenue de base

Qu'est-ce qu'une retenue de base? Les personnes qui vous versent des fonds doivent, dans certaines conditions, en retenir et en verser 24 % à l'IRS. C'est qu'on appelle une « retenue de base ». Sont susceptibles d'être assujettis à cette retenue les intérêts, les intérêts exempts d'impôt, les dividendes, les opérations de courtage et de troc, les loyers, les redevances, la rémunération des non salariés, les paiements effectués en règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers ainsi que

certaines paiements provenant d'exploitants de bateaux de pêche. Les transactions immobilières n'y sont pas assujetties.

Si vous fournissez un TIN exact et les attestations nécessaires au demandeur et que vous déclarez la totalité des intérêts et dividendes imposables dans votre déclaration de revenus, vous serez exonéré de la retenue de base.

Les paiements que vous recevez seront assujettis à la retenue de base si :

1. vous omettez de fournir votre TIN au demandeur;
2. vous n'attestez pas l'exactitude de votre TIN lorsqu'on vous le demande (voir les instructions relatives à la Partie II);
3. l'IRS signale au demandeur que vous avez fourni un TIN invalide;
4. l'IRS vous informe que vous êtes assujetti à la retenue de base parce que vous avez omis de déclarer tous vos intérêts et dividendes dans votre déclaration de revenus (uniquement ceux dont la déclaration est obligatoire);
5. vous n'attestez pas au demandeur que vous n'êtes pas assujetti à la retenue de base pour le motif énoncé au point 4 ci-dessus (pour les comptes d'intérêts et de dividendes à déclarer ouverts après 1983 seulement).

Certains bénéficiaires et paiements sont exonérés de la retenue de base. Pour en savoir plus, consultez la section *Code de bénéficiaire exempté* et les instructions distinctes à l'intention du demandeur du formulaire W-9.

Prenez également connaissance des *Règles spécifiques aux sociétés en nom collectif* énoncées plus haut.

Qu'est-ce qu'une exigence de déclaration de la FATCA?

La *Foreign Account Tax Compliance Act* (FATCA) oblige les institutions financières étrangères participantes à déclarer la liste de tous les titulaires de compte américain désignés comme des personnes des États-Unis. Certains bénéficiaires sont exonérés des exigences de déclaration de la FATCA. Pour en savoir plus, consultez la section *Code d'exonération des exigences de la FATCA* et les instructions à l'intention du demandeur du formulaire W-9.

Mise à jour de vos renseignements

Si vous n'êtes plus un bénéficiaire exempté, vous devez fournir des renseignements à jour à toute personne auprès de qui vous avez déclaré être un bénéficiaire exempté et dont vous prévoyez recevoir des paiements à déclarer, par exemple, si vous êtes une société par actions C qui devient une société par actions S, ou si vous cessez d'être exonéré d'impôt. De plus, vous devez produire un nouveau W-9 si le nom ou le TIN associé au compte change, par exemple en cas de décès du constituant d'une fiducie.

Pénalités

Omission de fournir le TIN. Si vous omettez de fournir votre TIN à un demandeur, vous êtes passible d'une amende de 50 \$ par omission, sauf si vous avez un motif raisonnable et qu'il ne s'agit pas d'une négligence volontaire.

Sanction civile pour transmission de faux renseignements concernant la retenue d'impôt. Si vous faites une fausse déclaration sans motif raisonnable et, qu'en conséquence, aucune retenue de base n'est prélevée, vous êtes passible d'une amende de 500 \$.

Sanction pénale pour falsification de renseignements. La falsification volontaire d'attestations ou de déclarations peut entraîner des sanctions pénales, y compris des amendes et une peine d'emprisonnement.

Usage abusif des TIN. Le demandeur qui divulgue ou utilise des TIN en violation des lois fédérales américaines est passible de sanctions civiles et pénales.

Instructions particulières

Ligne 1

Ne laissez pas cette ligne vide. Vous devez inscrire l'un des noms ci-dessous, et celui-ci doit correspondre au nom qui figure sur votre déclaration de revenus.

Si vous remplissez ce formulaire pour un compte conjoint (autre qu'un compte tenu par une institution financière étrangère [IFE]), inscrivez d'abord le nom de la personne ou de l'entité dont vous avez inscrit le TIN à la Partie I, puis encerclez-le. Si vous remettez ce formulaire à une IFE pour établir le statut d'un compte conjoint, chaque titulaire du compte qui est une personne des États-Unis doit produire un formulaire W-9.

a. **Particulier.** Vous devez normalement inscrire le nom figurant sur votre déclaration de revenus. Si vous avez changé de nom de famille sans en informer l'administration de la sécurité sociale, inscrivez votre prénom, le nom de famille inscrit sur votre carte de sécurité sociale ainsi que votre nouveau nom de famille.

Remarque pour les demandeurs de ITIN. Inscrivez votre nom personnel, tel qu'il figure à la ligne 1a du formulaire W-7. Ce nom doit correspondre à celui figurant sur le formulaire 1040/1040A/1040EZ soumis avec votre demande.

b. **Propriétaire unique ou société unipersonnelle à responsabilité limitée.** Inscrivez votre nom personnel, tel qu'il figure sur le formulaire 1040/1040A/1040EZ, à la ligne 1. Vous pouvez inscrire votre nom commercial (ou celui sous lequel vous exploitez votre entreprise) à la ligne 2.

c. **Société en nom collectif, société par actions C ou S et SARL (autre qu'une société unipersonnelle).** Inscrivez à la ligne 1 le nom de l'entité, tel qu'il figure dans la déclaration de revenus de celle-ci. Vous pouvez inscrire le nom commercial de l'entité (ou celui sous lequel elle est exploitée) à la ligne 2.

d. **Autres entités.** Inscrivez votre nom, tel qu'il figure dans les documents fiscaux américains exigés, à la ligne 1. Ce nom doit correspondre à celui figurant dans les

statuts de l'entité ou tout autre document constitutif. Vous pouvez inscrire votre nom commercial (ou celui sous lequel vous exploitez votre entreprise) à la ligne 2.

e. **Entreprise assimilable à son propriétaire.** Aux fins de l'impôt aux États-Unis, il s'agit d'une entité qui n'a pas de personnalité juridique distincte de celle de son propriétaire – voir le sous-alinéa 301.7701-2(c)(2)(iii). Inscrivez le nom du propriétaire sur cette ligne. Le nom inscrit à la ligne 1 ne doit jamais être celui d'une entreprise assimilable à son propriétaire; il doit plutôt être celui qui figure dans la déclaration de revenus où les montants en cause sont constatés. Par exemple, si l'unique propriétaire d'une SARL étrangère traitée comme une entreprise assimilable à son propriétaire aux fins de l'impôt fédéral américain est une personne des États-Unis, c'est le nom de cette personne qui doit être inscrit à la ligne 1. Si le propriétaire direct de l'entité est aussi une entreprise assimilable à son propriétaire, inscrivez le nom du premier propriétaire qui n'appartient pas à cette catégorie fiscale, et inscrivez le nom de l'entreprise à la ligne 2. Si le propriétaire est une personne étrangère, il doit remplir le formulaire W-8 au lieu du W-9, même s'il possède un TIN.

Ligne 2

Si vous avez un nom commercial ou un autre nom sous lequel vous faites affaire, vous pouvez l'inscrire à la ligne 2.

Ligne 3

Cochez la case correspondant à la catégorie appropriée aux fins de l'impôt fédéral américain pour la personne désignée à la ligne 1. Cochez une seule case.

Catégorie d'appartenance de l'entité ou de la personne nommée à la ligne 1	Case à cocher
<ul style="list-style-type: none"> Société par actions 	Société par actions
<ul style="list-style-type: none"> Particulier Entreprise à propriétaire unique Société unipersonnelle à responsabilité limitée (SARL) appartenant à un particulier qui est assimilable à son propriétaire aux fins de l'impôt fédéral américain 	Particulier/entreprise à propriétaire unique/société unipersonnelle à responsabilité limitée
<ul style="list-style-type: none"> SARL traitée comme une société en nom collectif aux fins de l'impôt fédéral américain SARL ayant produit un formulaire 8832 ou 2553 pour être imposée comme une société par actions SARL considérée comme une entité distincte de son propriétaire, mais dont le propriétaire est une autre SARL qui n'est pas assimilable à son propriétaire aux fins de l'impôt fédéral américain 	Société par actions à responsabilité limitée (SARL) – Préciser la catégorie aux fins de l'impôt (C = société par actions C; S = société par actions S; P = société en nom collectif)
<ul style="list-style-type: none"> Société en nom collectif 	Société en nom collectif
<ul style="list-style-type: none"> Fiducie/succession 	Fiducie/succession

Ligne 4 – Exemptions

Si vous êtes exempté de la retenue de base ou des exigences de déclaration de la FATCA, inscrivez le ou les codes applicables dans l'espace prévu à cet effet, à la ligne 4.

Code de bénéficiaire exempté.

- En général, les particuliers (y compris les propriétaires uniques) ne sont pas exemptés de la retenue de base.
- Sauf exceptions ci-après, les sociétés par actions en sont exemptées sur certains versements, notamment les intérêts et dividendes.
- Les sociétés par actions ne sont pas exemptées de la retenue de base sur les paiements effectués en règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers.
- Les sociétés par actions ne sont pas exemptées de la retenue de base sur les honoraires d'avocat ou les produits bruts versés à un avocat; celles qui fournissent des services médicaux ou des soins de santé n'en sont pas exemptées sur les revenus déclarés au moyen du formulaire 1099-MISC.

Les codes ci-après correspondent aux catégories de bénéficiaires exonérés de la retenue de base. Inscrivez le code qui s'applique à la ligne 4.

- 1 – Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a), ou un IRA ou un compte de dépositaire en vertu de l'alinéa 403(b)(7) répondant aux exigences de l'alinéa 401(f)(2).
- 2 – Les États-Unis ou n'importe laquelle de ses agences ou institutions.
- 3 – Un État, le district fédéral de Columbia, une possession des États-Unis ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques ou institutions.
- 4 – Un gouvernement étranger ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques, agences ou institutions.
- 5 – Une société par actions.
- 6 – Un courtier en valeurs mobilières ou en marchandises tenu de s'inscrire aux États-Unis, dans le district fédéral de Columbia ou dans une possession des États-Unis.
- 7 – Un commissionnaire sur les marchés à terme inscrit auprès de la Commodity Futures Trading Commission.

8 – Une fiducie de placement immobilier.

9 – Une entité inscrite sous le régime de l'*Investment Company Act of 1940* durant la totalité de l'année d'imposition.

10 – Un fonds collectif géré par une banque conformément au paragraphe 584(a).

11 – Une institution financière.

12 – Un intermédiaire connu des milieux financiers en tant que dépositaire ou prêteur.

13 – Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée par l'article 4947.

Le tableau ci-dessous présente les types de paiements pouvant être exemptés de la retenue de base et fait référence aux 13 bénéficiaires ci-dessus.

Type de paiement	Catégorie(s) de bénéficiaires exemptés
Versements d'intérêts et de dividendes	Toutes, sauf 7
Opérations de courtage	De 1 à 4 et de 6 à 11 ainsi que les sociétés par actions C. Les sociétés par actions S ne doivent pas inscrire de code; leur exemption se limite aux ventes de valeurs non visées acquises avant 2012.
Opérations de troc et ristournes	De 1 à 4
Paiements de plus de 600 \$ devant être déclarés et ventes directes de plus de 5 000 \$ ¹	Généralement, de 1 à 5 ²
Paiements effectués en règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers	De 1 à 4

¹ Voir le formulaire 1099-MISC, *Miscellaneous Income*, et les instructions y afférentes.

² Les paiements suivants versés à une société par actions et devant être déclarés au moyen du formulaire 1099-MISC ne sont pas exonérés de la retenue de base : frais médicaux et paiements pour soins de santé, honoraires d'avocat et produits bruts versés à un avocat devant être déclarés conformément au paragraphe 6045(f), et versements liés à des services payés par un organe exécutif fédéral.

Code d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA. Les codes ci-après correspondent aux catégories de bénéficiaires exonérés des exigences de déclaration de la FATCA. Ces codes s'appliquent aux personnes qui soumettent le présent formulaire pour des comptes détenus hors des États-Unis auprès de certaines institutions financières étrangères. Vous pouvez donc laisser ce champ vide si vous soumettez ce formulaire pour un compte détenu aux États-Unis. Si vous n'êtes pas certain que votre institution financière est assujettie à ces exigences, consultez le demandeur. Celui-ci peut confirmer que ce code n'est pas requis en inscrivant « S.O. » (ou toute autre indication semblable) dans le champ approprié du formulaire W-9.

A – Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a), ou un IRA au sens de l'alinéa 7701(a)(37).

B – Les États-Unis ou n'importe laquelle de ses agences ou institutions.

C – Un État, le district fédéral de Columbia, une possession des États-Unis ou n'importe laquelle de ses subdivisions politiques ou institutions.

D – Une société par actions dont les titres sont régulièrement négociés sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus, comme le prévoit le sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i).

E – Une société par actions membre du même groupe élargi de sociétés affiliées qu'une société par actions visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i).

F – Un courtier en valeurs mobilières, en marchandises ou en instruments dérivés (y compris les contrats nominaux de référence, contrats à terme standardisés, contrats à terme de gré à gré et options) dûment inscrit à ce titre en vertu des lois fédérales américaines ou d'un État américain.

G – Une fiducie de placement immobilier.

H – Une société mutuelle de placement au sens de l'article 851, ou une entité inscrite sous le régime de l'*Investment Company Act of 1940* durant la totalité de l'année d'imposition.

I – Un fonds collectif au sens du paragraphe 584(a).

J – Une banque au sens de l'article 581.

K – Un courtier.

L – Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée par l'alinéa 4947(a)(1).

M – Une fiducie exonérée d'impôt en vertu d'un régime établi conformément au paragraphe 403(b) ou 457(g).

Nota : Vous pouvez demander à l'institution financière qui demande le présent formulaire si vous devez inscrire un code de bénéficiaire exempté et un code d'exonération des exigences de déclaration de la FATCA.

Ligne 5

Inscrivez votre adresse (numéro, rue, n° d'app. ou de bureau). Le demandeur du formulaire W-9 vous enverra les déclarations de renseignements à cette adresse. Si cette adresse diffère de celle que le demandeur a en dossier, écrivez « NOUVEAU » au-dessus. Si une nouvelle adresse est fournie, il se peut que l'ancienne adresse soit utilisée jusqu'à ce que le payeur la mette à jour dans ses dossiers.

Ligne 6

Inscrivez votre ville, État et code postal.

Partie I – Numéro d'identification d'impôt (TIN)

Inscrivez votre TIN dans la case appropriée. Si vous êtes un étranger résident et que vous n'avez pas de SSN et n'y avez pas droit, inscrivez votre ITIN dans la case du SSN. Si vous n'avez pas de ITIN, voir la section *Comment obtenir un TIN* ci-après.

Si vous êtes un propriétaire unique et que vous avez un EIN, vous pouvez inscrire soit votre SSN, soit votre EIN.

Si vous êtes une société unipersonnelle à responsabilité limitée assimilable à son propriétaire, inscrivez le SSN ou l'EIN du propriétaire. N'inscrivez pas l'EIN de l'entité, sauf si la SARL est considérée comme une société par actions ou une société en nom collectif.

Nota : Pour en savoir plus sur les combinaisons de nom et de TIN, voir la section *Nom et numéro à fournir au demandeur*.

Comment obtenir un TIN. Si vous n'avez pas de TIN, faites-en immédiatement la demande. Pour demander un SSN, procurez-vous un formulaire de demande de carte de sécurité sociale (SS-5, *Application for a Social Security Card*) auprès de votre bureau local d'administration de la sécurité sociale ou en ligne, au www.SSA.gov. Vous pouvez aussi commander ce formulaire en composant le 1-800-772-1213. Pour demander un ITIN, utilisez le formulaire W-7 (*Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number*); pour un EIN, utilisez le formulaire SS-4 (*Application for Employer Identification Number*). Vous pouvez aussi présenter votre demande d'EIN en ligne sur le site de l'IRS, au www.irs.gov/Businesses, en cliquant sur *Starting a Business*, puis sur *Employer Identification Number (EIN)*. Pour consulter, télécharger ou imprimer les formulaires W-7 et SS-4, visitez le www.irs.gov/Forms. Pour commander les formulaires W-7 et SS-4 par la poste (livraison dans les 10 jours ouvrables), visitez le www.irs.gov/OrderForms.

Si on vous demande de remplir un formulaire W-9, mais que vous n'avez pas de TIN, faites-en la demande et indiquez « Demandé » (*Applied For*) dans l'espace prévu pour le TIN, puis signez et datez le formulaire avant de le retourner au demandeur. Pour les versements d'intérêts et de dividendes et certains paiements en lien avec des instruments facilement négociables, vous disposez normalement de 60 jours pour fournir votre TIN au demandeur avant que ces paiements ne soient assujettis à la retenue de base. Ce délai ne s'applique pas aux autres types de paiements, qui seront assujettis à cette retenue tant et aussi longtemps que vous n'aurez pas communiqué votre TIN au demandeur.

Nota : La mention « Demandé » signifie que vous avez déjà présenté votre demande de TIN ou comptez la présenter bientôt.

Attention : Les entreprises américaines assimilables à un propriétaire étranger doivent plutôt utiliser le formulaire W-8.

Partie II – Attestation

Vous devez signer le formulaire W-9 pour attester à l'agent chargé de la retenue que vous êtes une personne des États-Unis ou un étranger résident. L'agent peut vous demander d'apposer votre signature même si le point 1, 4 ou 5 ci-dessous indique qu'elle n'est pas nécessaire.

Pour un compte conjoint, seule la personne dont le TIN figure à la Partie I doit apposer sa signature (lorsque requise). Pour une entreprise assimilable à son propriétaire, le signataire doit être la personne indiquée à la ligne 1. Pour les bénéficiaires exemptés, voir la section *Code de bénéficiaire exempté* ci-dessus.

Exigences de signature. Remplissez l'attestation conformément aux directives 1 à 5.

1. Comptes d'intérêts, de dividendes et d'opérations de troc ouverts avant 1984, et comptes de courtage réputés actifs durant l'année 1983. Vous devez fournir votre TIN, mais n'avez pas à signer l'attestation.

2. Comptes d'intérêts, de dividendes, de courtage et d'opérations de troc ouverts après 1983, et comptes de courtage réputés inactifs durant l'année 1983. Vous devez signer l'attestation, faute de quoi la retenue de base sera appliquée. Si vous êtes assujetti à cette retenue et que vous fournissez simplement votre TIN au demandeur, biffez l'énoncé 2 de l'attestation avant de signer.

3. Transactions immobilières. Vous devez signer l'attestation, mais pouvez biffer l'énoncé 2 si vous le désirez.

4. Autres types de paiements. Vous devez fournir votre TIN, mais n'avez pas à signer l'attestation, sauf si on vous a avisé qu'un TIN transmis précédemment s'est avéré erroné. Les « autres types de paiements » comprennent les paiements effectués dans le cadre des activités commerciales du demandeur et qui concernent des loyers, des redevances, des biens (autres que des factures de marchandises), des services médicaux et des soins de santé (y compris des paiements à des sociétés par actions), la rémunération de non salariés pour des services rendus, le règlement d'opérations par carte ou réseau de paiement tiers, les montants versés à des pêcheurs et à certains membres d'équipage de bateaux de pêche ainsi que les produits bruts versés à des avocats (y compris à des sociétés par actions).

5. Intérêts hypothécaires payés par vous, acquisition ou aliénation de biens garantis, annulation de dettes, paiements au titre d'un programme de bourse d'études admissible en vertu de l'article 529, cotisations ou distributions relatives à un compte ABLE (en vertu de l'article 529A), à un IRA, à un compte d'épargne-études (Coverdell ESA), à un compte d'épargne pour soins médicaux (Archer MSA) ou à un compte de gestion santé (HSA) et distributions d'un régime de retraite. Vous devez fournir votre TIN, mais n'avez pas à signer l'attestation.

Nom et numéro à fournir au demandeur

Type de compte	Fournir le nom et le SSN...
1. Compte de particulier	Du particulier
2. Compte conjoint (deux particuliers ou plus), autre qu'un compte tenu par une IFE	Du titulaire réel du compte ou, si les fonds sont communs, du titulaire principal ¹
3. Compte conjoint (deux personnes des États-Unis ou plus) tenu par une IFE	De chacun des cotitulaires
4. Compte de dépositaire détenu par une personne mineure (<i>Uniform Gift to Minors Act</i>)	De la personne mineure ²
5. a) Compte d'épargne en fiducie révocable ordinaire (où le constituant est aussi le fiduciaire) b) Soi-disant compte en fiducie qui ne constitue pas une fiducie légale ou valide en vertu des lois d'un État	Du constituant-fiduciaire ¹
6. Compte d'entreprise à propriétaire unique ou compte d'entreprise assimilable à son propriétaire (qui est un particulier)	Du propriétaire réel ¹
7. Fiducie de constituant inscrite au moyen de la méthode facultative n° 1 du formulaire 1099 – voir la division 1.671-4(b)(2)(i)(A)	Du propriétaire ³
	Du constituant*
Type de compte	Fournir le nom et l'EIN...
8. Compte d'entreprise assimilable à son propriétaire (qui n'est pas un particulier)	Du propriétaire
9. Compte de fiducie, de succession ou de fiducie de pension valide	De la personne morale ⁴
10. Compte de société par actions ou de SARL ayant choisi le statut de société par actions sur le formulaire 8832 ou 2553	De la société par actions
11. Compte d'association, de club, d'organisme religieux, de bienfaisance ou à caractère éducatif, ou d'un autre organisme exonéré d'impôt	De l'organisation
12. Compte de société en nom collectif ou de société en nom collectif à responsabilité limitée	De la société en nom collectif
13. Compte de courtier ou de prête-nom inscrit	Du courtier ou du prête-nom
14. Compte détenu auprès du département de l'Agriculture au nom d'une entité publique (État, administration locale, arrondissement scolaire, prison, etc.) qui reçoit des paiements au titre d'un programme agricole	De l'organisme public
15. Fiducie de constituant inscrite au moyen du formulaire 1041 ou de la méthode facultative n° 2 du formulaire 1099 – voir la division 1.671-4(b)(2)(i)(B)	De la fiducie

¹ Inscrivez d'abord le nom de la personne dont vous fournissez le numéro, puis encerclez-le. Si un seul des titulaires du compte conjoint possède un SSN, vous devez fournir ce numéro.

² Encerclez le nom de la personne mineure et donnez son SSN.

³ Inscrivez votre nom personnel; vous pouvez également indiquer votre nom commercial ou le nom sous lequel vous faites affaire à la ligne 2. Vous pouvez fournir soit votre SSN, soit votre EIN (si vous en avez un), mais l'IRS préconise l'utilisation du SSN.

⁴ Inscrivez d'abord le nom de la fiducie, de la succession ou de la fiducie de pension, puis encerclez-le. (Ne donnez pas le TIN du représentant personnel ou du fiduciaire, sauf si la personne morale n'est pas mentionnée dans le nom du compte.) Voir les *Règles spécifiques aux sociétés en nom collectif*.

* **Nota** : Le constituant doit également fournir un formulaire W-9 au fiduciaire.

Nota : Si plusieurs noms sont donnés, mais qu'aucun n'est encerclé, le numéro sera réputé être celui de la personne dont le nom figure en premier sur la liste.

Protégez vos documents fiscaux contre le vol d'identité

Le vol d'identité survient lorsqu'un tiers utilise vos renseignements personnels, comme votre nom, votre SSN ou d'autres renseignements d'identification sans votre consentement dans le but de commettre une fraude ou un crime. Un voleur d'identité pourrait utiliser votre SSN pour obtenir un emploi ou produire une déclaration de revenus et ainsi toucher un remboursement.

Pour réduire les risques, vous devez :

- protéger votre SSN;
- vous assurer que votre employeur protège votre SSN;
- être vigilant lorsque vous choisissez un spécialiste en déclarations de revenus.

Si vos documents fiscaux sont compromis par un vol d'identité et que vous recevez un avis ou une lettre de l'IRS contenant un nom et un numéro de téléphone, répondez-y immédiatement.

Si vos documents fiscaux ne sont pas compromis par un vol d'identité à l'heure actuelle, mais que vous estimez être à risque en raison d'un portefeuille ou d'un sac à main perdu ou volé, d'un rapport de solvabilité douteux ou d'une opération de carte de crédit suspecte, communiquez avec le service d'aide en cas de vol d'identité de l'IRS au 1-800-908-4490, ou remplissez le formulaire 14039.

Pour en savoir plus, consultez la publication n° 5027 de l'IRS, intitulée *Identity Theft Information for Taxpayers*.

Les victimes d'un vol d'identité qui subissent un préjudice financier, sont confrontées à un problème systémique ou cherchent de l'aide pour résoudre des litiges fiscaux qui ne peuvent être réglés par les voies habituelles peuvent recourir au service d'aide aux contribuables (*Taxpayer Advocate Service* ou *TAS*). Pour joindre la ligne de signalement du TAS, composez le numéro sans frais 1-877-777-4778 (ATS : 1-800-829-4059).

Protégez-vous contre les courriels suspects et l'hameçonnage. Le terme « hameçonnage » désigne la conception et l'utilisation de courriels et de sites Web imitant ceux d'une entreprise légitime. La méthode la plus répandue consiste à envoyer un courriel à l'utilisateur, prétendument au nom d'une entreprise légitime reconnue, dans le but de lui soutirer des renseignements confidentiels pouvant ensuite être utilisés pour voler son identité.

L'IRS ne communique jamais par courriel avec un contribuable. Par ailleurs, elle ne demande jamais à un contribuable d'envoyer par courriel des renseignements personnels précis, comme un numéro d'identification personnel (NIP), un mot de passe ou toute autre information de même nature susceptible de permettre l'utilisation d'une carte de crédit ou l'accès à un compte détenu auprès d'une institution financière.

Si vous recevez un courriel non sollicité provenant prétendument de l'IRS, veuillez le faire suivre à phishing@irs.gov. Vous pouvez également signaler toute utilisation frauduleuse de la dénomination, du logo ou de tout autre droit de propriété de l'IRS à l'inspecteur général du Trésor pour l'administration fiscale (*Treasury Inspector General for Tax Administration*) en composant le 1-800-366-4484. Les courriels suspects peuvent être acheminés à la commission fédérale du commerce (*Federal Trade Commission*) à spam@uce.gov, ou être signalés à l'adresse www.ftc.gov/complaint. Vous pouvez communiquer avec la FTC par l'intermédiaire de son site Web, au www.ftc.gov/idtheft, ou par téléphone, au 1-877-IDTHEFT (1-877-438-4338). Si vous avez été victime d'un vol d'identité, consultez le site www.IdentityTheft.gov et la publication n° 5027 de l'IRS.

Pour en savoir plus sur le vol d'identité et sur les façons de vous protéger, visitez le site www.irs.gov/IdentityTheft.

Avis relatif à la loi sur la protection des renseignements personnels (Privacy Act)

En vertu de l'article 6109, vous êtes tenu de fournir votre TIN aux personnes (y compris aux agences fédérales) devant produire des déclarations de renseignements auprès de l'IRS pour déclarer les intérêts, les dividendes et certains autres revenus qui vous sont versés, les intérêts hypothécaires que vous payez, l'acquisition ou l'aliénation de biens garantis, l'annulation de dettes ou vos cotisations à un IRA, à un Archer MSA ou à un HSA. Le présent formulaire vise à recueillir des renseignements qui seront utilisés par le demandeur pour produire des déclarations portant sur les éléments précités. Ces renseignements peuvent notamment être transmis au département de la Justice dans le cadre d'un contentieux civil ou pénal ainsi qu'aux municipalités, aux États, au district fédéral de Columbia et aux possessions des États-Unis pour leur permettre d'appliquer leurs lois. Les renseignements peuvent aussi être divulgués à d'autres pays en vertu d'un traité, à des organismes fédéraux et étatiques aux fins d'application du droit civil et criminel, ou encore aux services fédéraux de police et de renseignement aux fins de lutte contre le terrorisme. Que vous soyez tenu ou non de produire une déclaration de revenus, vous avez l'obligation de fournir votre TIN. Conformément à l'article 3406, les payeurs sont généralement tenus de retenir un pourcentage des intérêts, des dividendes et de certains autres types de paiements versés à une personne ayant omis de fournir son TIN. La transmission de faux renseignements ou la falsification de renseignements peuvent également entraîner des pénalités.



Instructions à l'intention du demandeur du formulaire W-9

(Rév. octobre 2018)

Demande de numéro d'identification aux fins de l'impôt et attestation

Les renvois d'articles réfèrent à l'*Internal Revenue Code*, sauf indication contraire.

Faits nouveaux

Pour connaître les plus récents faits concernant le formulaire W-9 et ses instructions, comme l'adoption d'une loi après la publication de ces documents, consultez le site [IRS.gov/FormW9](https://www.irs.gov/FormW9).

Quoi de neuf

Taux de la retenue de réserve. Le taux de retenue de réserve applicable aux paiements à déclarer est de 24 %.

Rappels

La FATCA et les exemptions de retenue de réserve. La FATCA exige des institutions financières étrangères participantes qu'elles divulguent le nom de tous les titulaires de comptes aux États-Unis qui sont des personnes américaines déterminées. Le formulaire W-9 comprend une case *Exemptions* à la première page du formulaire où l'on peut inscrire le *code de bénéficiaire exempté (s'il y a lieu)* et le *code d'exemption de déclaration en vertu de la FATCA (s'il y a lieu)*. Les listes des codes se trouvent à la section *Exemptions* du formulaire W-9 et aux sections *Bénéficiaires exemptés de la retenue de réserve* et *Bénéficiaires et titulaires de comptes exemptés de la déclaration en vertu de la FATCA* du présent document.

La section *Attestation* à la Partie II du formulaire W-9 comprend une attestation relativement à la déclaration en vertu de la FATCA.

Obligation de prélever la retenue de réserve. Si vous n'effectuez pas les retenues de réserve auprès des bénéficiaires concernés, vous pourriez être tenu responsable de tout montant non perçu.

Services électroniques de correspondance des NII. Le site Web de l'IRS offre des services électroniques de correspondance des NII à certains payeurs qui veulent valider les combinaisons de noms et de NII. Consultez la section [Correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt \(NII\)](#).

Quand utiliser un formulaire W-9

Utilisez le formulaire W-9 pour demander le numéro d'identification aux fins de l'impôt (NII) d'une personne américaine (y compris un étranger résident) ainsi que certaines attestations et exemptions. (Reportez-vous à la section *Objet du formulaire* du formulaire W-9.) Les agents de retenue d'impôt peuvent exiger des formulaires W-9 dûment signés des bénéficiaires exemptés américains pour réfuter une présomption de statut d'étranger. Aux fins de l'impôt fédéral, une personne américaine désigne notamment :

- Un particulier qui est citoyen des États-Unis ou un étranger résident des États-Unis;
- Une société de personnes, une société par actions, une entreprise ou une association créée ou organisée aux États-Unis ou selon les lois des États-Unis;
- Une succession (autre qu'une succession étrangère);
- Une fiducie américaine (selon la définition à l'article 301.7701-7 des règlements).

Une société de personnes peut exiger un formulaire W-9 dûment signé de ses associés américains pour réfuter une présomption de statut d'étranger et pour éviter une retenue d'impôt sur la part du revenu effectivement lié qu'elle leur verse. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez l'article 1.1446-1 des règlements.

Une institution financière étrangère participante (IFEP) doit demander un formulaire W-9 si le titulaire de compte est une personne américaine. Dans le cas d'un compte conjoint, l'IFEP doit demander ce formulaire de chaque titulaire qui est une personne américaine.

Informez les personnes étrangères qu'elles doivent utiliser le formulaire W-8 approprié ou le formulaire 8233, *Exemption From Withholding on Compensation for Independent (and Certain Dependent) Personal Services of a Nonresident Alien Individual*. Consultez la publication 515, *Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities*, pour obtenir de plus amples renseignements ainsi qu'une liste des formulaires W-8.

Transmission électronique des formulaires W-9

Les demandeurs peuvent établir un système de transmission électronique des formulaires W-9, y compris par télécopieur, à l'intention des bénéficiaires et de leurs représentants. Un demandeur désigne toute personne tenue de produire une déclaration de renseignements. Un bénéficiaire s'entend d'une personne qui est tenue de fournir un numéro d'identification aux fins de l'impôt (NII) au demandeur.

Représentant du bénéficiaire. Le représentant du bénéficiaire peut être un conseiller en placement (société par actions, société de personnes ou particulier) ou un courtier remisier. Le conseiller en placement doit être inscrit auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) en vertu de l'*Investment Advisers Act of 1940*. Le courtier remisier est un courtier en valeurs mobilières qui est assujéti à la réglementation de la SEC et de la National Association of Securities Dealers, Inc., et qui n'est pas un payeur. Exception faite d'un courtier agissant à titre de représentant d'un bénéficiaire à l'égard d'« instruments facilement négociables », le conseiller ou le courtier doit présenter au payeur un document attestant que le bénéficiaire l'autorise à transmettre le formulaire W-9 au payeur.

Système électronique. En règle générale, le système électronique doit :

- faire en sorte que les renseignements reçus sont les renseignements envoyés, et consigner chaque accès d'un utilisateur qui se solde par la transmission du formulaire;
- établir avec une certitude raisonnable que la personne qui accède au système et transmet le formulaire est la personne désignée sur le formulaire W-9, le conseiller en placement ou le courtier remisier;
- fournir les mêmes renseignements que le formulaire W-9 sur support papier;
- être en mesure de produire une copie papier du formulaire W-9 électronique à la demande de l'Internal Revenue Service;
- à la dernière étape du processus, exiger la signature électronique du bénéficiaire dont le nom figure sur le formulaire W-9 afin de confirmer son identité. La signature électronique doit être apposée sous peine des pénalités prévues pour parjure. De plus, l'attestation sous peine de parjure doit reproduire le texte de la version papier du formulaire W-9.



Dans le cas des formulaires W-9 qu'il n'est pas nécessaire de signer, le système électronique peut omettre la signature électronique ou l'attestation sous peine de parjure.

Pour plus de détails, consultez les documents suivants :

- Avis 98-27, à la page 30 de l'Internal Revenue Bulletin 1998-15, au [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb98-15.pdf);
- Avis 2001-91, à la page 221 de l'Internal Revenue Bulletin 2001-36, au [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb01-36.pdf).

Numéro d'identification aux fins de l'impôt individuel (NIII)

Le formulaire W-9 (ou tout formulaire de remplacement acceptable) est utilisé par les personnes tenues de produire une déclaration de renseignements à l'IRS pour obtenir le nom et le NII du bénéficiaire (ou d'une autre personne). Pour les particuliers, il s'agit normalement du numéro de sécurité sociale (NSS).

Dans certains cas, toutefois, les particuliers qui deviennent des étrangers résidents américains aux fins de l'impôt fédéral ne sont pas admissibles à un NSS. Il s'agit notamment de certains étrangers résidents qui doivent recevoir des déclarations de renseignements, mais qui ne peuvent pas obtenir un NSS.

Ces particuliers doivent demander un NIII à l'aide du formulaire W-7, *Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number*, sauf s'ils sont en attente d'un NSS. Les particuliers qui ont un NIII doivent l'inscrire sur le formulaire W-9.

Remarque. Les NIII qui n'ont pas été inscrits sur une déclaration de revenus fédérale américaine au moins une fois au cours des trois dernières années d'imposition ne sont plus valides. Un NIII expiré doit être renouvelé afin d'éviter des retards dans le traitement de la déclaration de revenus de son titulaire. Si l'IRS désactive le NIII parce qu'il est expiré, celui-ci peut quand même être inscrit sur le formulaire W-9. Toutefois, son titulaire devra présenter une demande de renouvellement du NIII désactivé s'il doit produire une déclaration de revenus. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez les instructions pour le formulaire W-7.

Formulaire de remplacement W-9

Vous pouvez créer et utiliser votre propre formulaire W-9 (formulaire de remplacement W-9) si son contenu est similaire dans l'ensemble au formulaire officiel de l'IRS et s'il satisfait à certaines exigences en matière d'attestation.

Vous pouvez intégrer un formulaire de remplacement W-9 à des formulaires que vous utilisez habituellement, comme une carte de signature pour un compte. Cependant, les attestations figurant sur le formulaire de remplacement W-9 doivent énoncer clairement (comme dans le formulaire W-9 officiel) que, sous peine des pénalités prévues pour parjure :

1. le NII du bénéficiaire est exact;
2. le bénéficiaire n'est pas assujéti à la retenue de réserve en raison d'une omission de déclarer les intérêts et les dividendes;
3. le bénéficiaire est une personne américaine; et
4. le code d'exemption de déclaration en vertu de la FATCA inscrit sur ce formulaire (le cas échéant) est exact.

Vous pouvez fournir des instructions relatives aux attestations sur un formulaire de remplacement W-9 sous une forme similaire à celle du formulaire officiel. Si vous ne fournissez pas un code d'exemption de déclaration en vertu de la FATCA en omettant ce champ dans le formulaire de remplacement W-9 (reportez-vous à la section *Bénéficiaires et titulaires de comptes exemptés de la déclaration en vertu de la FATCA* ci-dessous), vous pouvez informer le bénéficiaire que le point 4 ne s'applique pas.

Vous ne pouvez pas :

1. utiliser un formulaire de remplacement W-9 qui oblige le bénéficiaire, en signant, à accepter des dispositions qui n'ont pas de rapport avec les attestations exigées; ni
2. laisser entendre dans un tel formulaire qu'un bénéficiaire peut être assujéti à la retenue de réserve à moins d'accepter des dispositions qui n'ont pas de rapport avec les attestations exigées.

Un formulaire de remplacement W-9 qui contient une ligne de signature uniquement pour les attestations satisfait à l'exigence selon laquelle les attestations doivent être clairement énoncées.

S'il ne comporte qu'une seule ligne de signature pour l'ensemble des attestations exigées et d'autres dispositions, les attestations doivent être mises en évidence, encadrées, imprimées en caractères gras ou présentées d'une autre manière qui les fait ressortir par rapport au reste du texte. De plus, la déclaration suivante doit ressortir de la même manière que celle susmentionnée et figurer immédiatement au-dessus de la ligne de signature unique :

« L'Internal Revenue Service n'exige pas votre consentement à l'égard d'une disposition de ce document autre que les attestations nécessaires pour éviter la retenue de réserve. »

Si vous utilisez un formulaire de remplacement, vous devez fournir au bénéficiaire les instructions relatives au formulaire W-9 uniquement s'il en fait la demande. Cependant, si l'IRS a informé le bénéficiaire qu'il est assujéti à la retenue de réserve, vous devez demander au bénéficiaire de biffer le texte dans l'attestation qui traite de l'omission de déclarer. Vous pouvez faire cette demande verbalement ou par écrit. Reportez-vous au point 2 de la section *Attestation* du formulaire W-9. Vous pouvez remplacer la mention *voir la définition ci-dessous par terme défini dans les instructions* au point 3 de la section *Attestation* du formulaire lorsque les instructions ne sont fournies au bénéficiaire que sur demande. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la procédure révisée 83-89,1983-2 C.B. 613; ainsi que la procédure révisée 96-26, à la page 22 de l'Internal Revenue Bulletin 1996-8, au IRS.gov/pub/irs-irbs/irb96-08.pdf.

NII demandé

Pour les intérêts, les dividendes ainsi que certains paiements relatifs à des instruments facilement négociables, le bénéficiaire peut vous retourner le formulaire W-9 dûment rempli et signé portant la mention « Demandé » à la Partie I. Cette mention atteste que le bénéficiaire est en attente d'un NII. Le bénéficiaire dispose de 60 jours civils à partir de la date à laquelle vous recevez l'attestation pour fournir un NII. Si vous ne recevez pas le NII du bénéficiaire dans le délai imparti, vous devez commencer à effectuer les retenues de réserve.

Règle de réserve. Vous devez retenir l'impôt sur les paiements à déclarer qui ont été faits pendant la période de 60 jours si le bénéficiaire retire plus de 500 \$ à la fois, sauf si celui-ci réserve un montant correspondant au taux de la retenue en vigueur pour l'année courante sur tous les paiements à déclarer versés dans le compte.

Règle de substitution. Vous pouvez également décider d'effectuer la retenue de réserve pendant la période de 60 jours, après un délai de grâce de 7 jours, selon l'une des deux règles de substitution décrites ci-après.

Option 1. Prélevez la retenue de réserve sur tout paiement à déclarer si le bénéficiaire effectue un retrait du compte sept jours ouvrables après la réception de l'attestation relative au NII en attente.

Considérez comme des paiements à déclarer tous les retraits en espèces d'un montant ne dépassant pas celui des paiements à déclarer effectués entre la date de réception de l'attestation relative au NII en attente et le jour du retrait.

Option 2. Prélevez la retenue de réserve sur tout paiement à déclarer versé dans le compte du bénéficiaire, que le bénéficiaire effectue ou non des retraits, au plus tard sept jours ouvrables après la réception de l'attestation relative au NII en attente.



L'exemption de 60 jours ne s'applique pas à des sommes autres que les intérêts, dividendes et certains paiements relatifs à des instruments facilement négociables. Tout autre paiement à déclarer, comme la rémunération d'un non-salarié, est assujéti à la retenue de réserve sur-le-champ, même si le bénéficiaire attend de recevoir un NII.

Même si le bénéficiaire atteste qu'il attend un NII, vous devez retenir l'impôt sur les intérêts et les dividendes à déclarer si le bénéficiaire n'atteste pas, sous peine des pénalités prévues pour parjure, qu'il n'est pas assujéti à la retenue de réserve.

Si vous n'effectuez pas les retenues de réserve auprès des bénéficiaires concernés, vous pourriez être tenu responsable de tout montant non perçu.

Bénéficiaires exemptés de la retenue de réserve

Les bénéficiaires énumérés ci-dessous sont exemptés de la retenue de réserve à l'égard des paiements indiqués ci-après et doivent inscrire le code de bénéficiaire exempté correspondant sur le formulaire W-9. Vous pouvez ajouter foi à la déclaration d'exemption du bénéficiaire, sauf si vous savez que le code de bénéficiaire exempté ou la catégorie choisie n'est pas valide ou que le code n'est pas compatible avec la catégorie.

Dans ce cas, vous pouvez vous appuyer sur le formulaire W-9 pour obtenir le NII du bénéficiaire, mais vous devez traiter le bénéficiaire comme non exempté. Si le bénéficiaire a omis d'inscrire un code de bénéficiaire exempté, mais que la catégorie choisie indique qu'il est exempté, vous pouvez accepter la catégorie et traiter le bénéficiaire comme exempté, sauf si vous savez que la catégorie n'est pas valide.

Si le bénéficiaire n'est pas exempté, vous êtes tenu de prélever la retenue de réserve sur les paiements à déclarer lorsque le bénéficiaire ne fournit pas un NII de la façon prescrite ou qu'il ne signe pas l'attestation exigée.

1. Un organisme exonéré d'impôt en vertu de l'article 501(a), un IRA ou un compte de garde en vertu de l'article 403(b)(7) si le compte satisfait aux exigences énoncées à l'article 401(f)(2);
2. Les États-Unis ou n'importe lequel de leurs organismes ou de leurs institutions;
3. Un État, le district de Columbia, une possession des États-Unis ou n'importe lequel de leurs organismes, de leurs subdivisions politiques, ou de leurs institutions;
4. Un gouvernement étranger ou n'importe lequel de ses organismes, de ses subdivisions politiques ou de ses institutions;
5. Une société par actions;
6. Un courtier en valeurs ou en marchandises qui doit être inscrit aux États-Unis, dans le district de Columbia ou dans une possession des États-Unis;
7. Un commissionnaire en contrats à terme inscrit auprès de la Commodity Futures Trading Commission;
8. Une fiducie de placement immobilier;
9. Une entité inscrite pendant la totalité de l'année d'imposition en vertu de l'*Investment Company Act of 1940*;
10. Un fonds collectif géré par une banque aux termes de l'article 584(a);
11. Une institution financière;
12. Un intermédiaire connu dans le milieu des placements en tant que prête-nom ou dépositaire;
13. Une fiducie exonérée d'impôt aux termes de l'article 664 ou visée à l'article 4947.

Les types de paiements suivants sont exemptés de la retenue de réserve pour les bénéficiaires indiqués aux points 1 à 13 ci-dessus.

Intérêts et dividendes. Tous les bénéficiaires susmentionnés sont exemptés, sauf celui au point 7.

Opérations de courtage. Tous les bénéficiaires susmentionnés aux points 1 à 4 et aux points 6 à 11 sont exemptés. Les sociétés par actions C bénéficient également d'une exemption. Une personne inscrite en vertu de l'*Investment Advisers Act of 1940* et agissant régulièrement à titre de courtier est aussi exemptée.

Opérations de troc et ristournes.

Seuls les bénéficiaires susmentionnés aux points 1 à 4 sont exemptés.

Paiements à déclarer en vertu des articles 6041 et 6041A.

Les bénéficiaires susmentionnés aux points 1 à 5 sont généralement exemptés.

Toutefois, les paiements suivants qui sont versés à une société par actions et qui doivent être déclarés dans un formulaire 1099-MISC *Miscellaneous Income* ne sont pas exemptés de la retenue de réserve.

- Paiements pour soins médicaux ou soins de santé;
- Honoraires d'avocat (y compris les produits bruts qui ont été versés à un avocat et qui doivent être déclarés en vertu de l'article 6045(f));
- Paiements pour services rendus versés par un organisme exécutif fédéral. (Consultez la règle révisée 2003-66, qui se trouve à la page 1115 de l'Internal Revenue Bulletin 2003-26, au [IRS.gov/pub/irs-irbs/irb03-26.pdf](https://www.irs.gov/pub/irs-irbs/irb03-26.pdf).)

Sommes versées pour régler des transactions effectuées au moyen d'une carte de paiement ou d'un réseau de tiers. Seuls les bénéficiaires susmentionnés aux points 1 à 4 sont exemptés.

Paiements exemptés de la retenue de réserve

Les paiements dont la déclaration n'est pas exigée ne sont pas assujettis à la retenue de réserve. Pour plus de détails, reportez-vous aux articles 6041, 6041A, 6042, 6044, 6045, 6049, 6050A, 6050N et 6050W et à leurs règlements. Les paiements suivants sont normalement exemptés de la retenue de réserve.

Dividendes et ristournes

- Paiements à des étrangers non résidents assujettis à la retenue fiscale aux termes de l'article 1441.
- Paiements à des sociétés de personnes qui n'exercent pas d'activités commerciales aux États-Unis et qui comptent au moins un associé étranger non résident.
- Ristournes qui ne sont pas versées en espèces.
- Paiements effectués par certains organismes étrangers.
- Distributions visées à l'article 404(k) versées par un régime d'actionnariat des salariés.

Intérêts

- Intérêts sur les obligations émises par des particuliers. Cependant, si vous versez à un bénéficiaire 600 \$ ou plus en intérêts dans l'exercice de vos activités commerciales, vous devez déclarer le paiement. La retenue de réserve s'applique au paiement à déclarer si le bénéficiaire n'a pas fourni de NII ou a fourni un NII erroné.
- Paiements visés à l'article 6049(b)(5) versés à des étrangers non résidents.
- Paiements sur les obligations libres d'impôt en vertu de l'article 1451.
- Paiements effectués par certains organismes étrangers.
- Intérêts d'un prêt hypothécaire ou d'un prêt étudiant qui vous sont versés.

Autres types de paiement

- Salaires.
- Distributions d'un régime de retraite, de rente, de participation aux bénéfices ou de primes d'actionnariat, d'un IRA, d'un régime propriétaire-employé ou d'un autre régime de rémunération différée.
- Distributions d'un compte d'épargne santé et prestations de soins de longue durée.
- Certains rachats de contrats d'assurance-vie.
- Distributions de programmes de droits de scolarité admissibles ou de comptes d'épargne-études Coverdell.
- Gains de jeu si la retenue d'impôt normale sur les gains de jeu est exigée aux termes de l'article 3402(q). Cependant, si cette retenue n'est pas exigée aux termes de l'article 3402(q), la retenue de réserve s'applique lorsque le bénéficiaire omet de fournir un NII.
- Transactions immobilières à déclarer en vertu de l'article 6045(e).
- Dettes annulées à déclarer en vertu de l'article 6050P.
- Achats de poissons au comptant à déclarer selon l'article 6050R.

Bénéficiaires et titulaires de compte exemptés de la déclaration en vertu de la FATCA

En règle générale, la déclaration en vertu du chapitre 4 (FATCA) relative à des personnes américaines s'applique uniquement aux institutions financières étrangères (IFE) (y compris à une succursale d'une institution financière américaine qui est considérée comme une IFE en vertu d'un accord intergouvernemental applicable). Par exemple, une institution financière américaine qui a un compte aux États-Unis n'a pas besoin d'obtenir un code d'exemption aux fins de la déclaration en vertu de la FATCA. Si vous fournissez un formulaire W-9, vous pouvez inscrire, dans l'espace réservé à ce code, « sans objet », « s. o. » ou une indication semblable pour signifier que la déclaration en vertu de la FATCA ne s'applique pas. Cependant, tout bénéficiaire qui fournit ce formulaire ne peut être considéré comme exempté de la déclaration en vertu de la FATCA. Pour plus de détails sur les exigences de déclaration en vertu de la FATCA, notamment sur les institutions financières qui sont tenues de produire des déclarations, consultez les articles 1471 à 1474 et les règlements s'y rapportant. Reportez-vous à l'article 1.1471-3(d)(2) des règlements pour savoir dans quels cas une IFE peut se fonder sur des preuves documentaires

pour considérer une personne américaine autrement que comme une personne américaine déterminée ainsi qu'à l'article 1.1471-3(f)(3) des règlements pour savoir dans quels cas une IFE peut présumer qu'une personne américaine est une personne américaine déterminée.

Si vous recevez un formulaire W-9 contenant un code d'exemption de déclaration en vertu de la FATCA et que vous savez ou avez des raisons de croire que cette personne est une personne américaine déterminée, vous ne pouvez pas vous fonder sur le formulaire W-9 pour considérer que la personne est exemptée de la déclaration en vertu de la FATCA. Cependant, vous pouvez tout de même vous fonder sur un formulaire W-9 rempli pour considérer une personne comme une personne américaine déterminée. Une exemption de la déclaration en vertu de la FATCA (ou l'absence de cette exemption) n'a aucune incidence sur la retenue de réserve décrite précédemment dans les présentes instructions. Les personnes suivantes ne sont pas des personnes américaines déterminées et sont donc exemptées de la déclaration en vertu de la FATCA :

A. Un organisme exonéré d'impôt en vertu de l'article 501(a) ou un régime de retraite individuel défini à l'article 7701(a)(37);

B. Les États-Unis ou n'importe lequel de leurs organismes ou de leurs institutions;

C. Un État, le district de Columbia, une possession des États-Unis ou n'importe lequel de leurs organismes, de leurs subdivisions politiques, ou de leurs institutions;

D. Une société dont les actions se négocient régulièrement sur un ou plusieurs marchés de titres établis et qui est visée à l'article 1.1472-1(c)(1)(i) des règlements;

E. Une société par actions qui est membre du même groupe élargi de sociétés affiliées qu'une société par actions visée à l'article 1.1472-1(c)(1)(i) des règlements;

F. Un courtier en valeurs, en marchandises ou en instruments financiers dérivés (y compris les contrats nominaux de référence, les contrats à terme, les contrats de gré à gré et les options) inscrit en vertu des lois des États-Unis ou d'un État;

G. Une fiducie de placement immobilier;

H. Une société de placement réglementée définie à l'article 851 ou une entité inscrite pendant la totalité de l'année d'imposition en vertu de l'*Investment Company Act of 1940*;

I. Un fonds collectif défini à l'article 584(a);

J. Une banque définie à l'article 581;

K. Un courtier;

L. Une fiducie exonérée d'impôt aux termes de l'article 664 ou visée à l'article 4947;

M. Une fiducie exonérée d'impôt dans le cadre d'un régime visé à l'article 403(b) ou à l'article 457(g).

Bénéficiaires étrangers conjoints

Si le premier bénéficiaire inscrit au compte vous remet un formulaire W-8 ou une déclaration similaire signée sous peine des pénalités prévues pour parjure, la retenue de réserve s'applique sauf dans les cas suivants :

1. chaque bénéficiaire conjoint fournit la déclaration relative au statut d'étranger; ou
2. un des bénéficiaires conjoints n'a pas établi son statut d'étranger et vous donne un NII.

Si l'un des bénéficiaires conjoints n'a pas établi son statut d'étranger et vous donne un NII, utilisez ce numéro pour effectuer la retenue de réserve et les déclarations de renseignements.

Pour de plus amples renseignements sur les bénéficiaires étrangers, lisez les instructions à l'intention du demandeur des formulaires W-8BEN, W-8BEN-E, W-8ECI, W-8EXP et W-8IMY.

Noms et NII à utiliser dans les déclarations de renseignements

Inscrivez le nom et l'adresse au complet tels qu'ils figurent sur le formulaire W-9 dans la déclaration de renseignements transmise à l'IRS et sur la copie remise au bénéficiaire. Si le bénéficiaire a indiqué que son adresse est nouvelle, vous devriez mettre à jour vos registres. Si vous versez des paiements à plusieurs bénéficiaires ou si le compte a plus d'un titulaire, inscrivez à la première ligne du nom de la déclaration uniquement le nom du bénéficiaire dont le NII figure sur le formulaire W-9. Vous pouvez inscrire le nom des autres bénéficiaires sous la première ligne du nom dans la déclaration de renseignements. Le nom qui figure sur un formulaire W-9 où un NII est inscrit doit être le même que celui indiqué à la ligne 1a du formulaire W-7. Si vous êtes une IFEF qui déclare un compte américain sur le formulaire 8966, *FATCA Report*, et que le compte est détenu conjointement par des personnes américaines, vous devez produire un formulaire 8966 distinct pour chaque titulaire.



Pour de plus amples renseignements au sujet des noms et des NII à utiliser dans les déclarations, reportez-vous à la section J du document *General Instructions for Certain Information Returns*.

Avis de l'IRS

L'IRS vous fera parvenir un avis si le nom du bénéficiaire et le NII inscrits dans la déclaration de renseignements que vous avez produite ne correspondent pas à ceux figurant dans ses dossiers. (Consultez la section *Correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt [NII]* ci-dessous.) Si vous recevez un avis de retenue de réserve, vous devrez peut-être faire parvenir un avis B au bénéficiaire pour obtenir un autre NII. La publication 1281, *Backup Withholding for Missing and Incorrect Name/TIN(s)*, contient des exemplaires des deux types d'avis B. Si vous recevez un avis de pénalité, vous devrez peut-être aussi envoyer une sollicitation au bénéficiaire. Consultez la publication 1586, *Reasonable Cause Regulations and Requirements for Missing and Incorrect Name/TINs*.

Correspondance des numéros d'identification aux fins de l'impôt (NII)

Un payeur ou un représentant autorisé qui est tenu de produire les formulaires 1099-B, DIV, INT, K, MISC, OID ou PATR peut valider les combinaisons de NII et de noms avec les dossiers de l'IRS avant de soumettre les formulaires à l'IRS. La correspondance des NII fait partie des services électroniques offerts par l'IRS au moyen de son site Web. Allez à [IRS.gov](https://www.irs.gov) et inscrivez « e-services » dans la fenêtre de recherche. L'IRS prévoit que les payeurs qui valident les combinaisons de NII et de noms avant de produire leurs déclarations de renseignements recevront moins d'avis de retenue de réserve (CP2100) et d'avis de pénalité.

Renseignements supplémentaires

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la retenue de réserve, consultez la publication 1281.